

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)

Michel BAKOUNINE

d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.

FIN DE LA DEUXIEME PARTIE: QUE PEUT FAIRE LA BOURGEOISIE? (2)

Et maintenant que dire de cette confiance qu'on vous recommande aujourd'hui comme la plus sublime vertu des républicains! Jadis, lorsqu'on était républicain pour tout de bon, on recommandait à la démocratie la défiance. D'ailleurs on avait même besoin de la lui conseiller; la démocratie est défiante par position, par nature et aussi par expérience historique; car de tout temps elle a été la victime et la dupe de tous les ambitieux, de tous les intrigants, classes et individus, qui sous le prétexte de la diriger et de la mener à bon port, l'ont étrangement exploitée et trompée. Elle n'a fait autre chose jusqu'ici que servir de marche-pied.

Maintenant, Messieurs les républicains du journalisme bourgeois lui conseillent la confiance. Mais en qui et en quoi? Qui sont-ils pour oser la recommander, et qu'ont-ils fait pour la mériter eux-mêmes? Ils ont écrit des phrases d'un républicanisme très-pâle, tout imprégnées d'un esprit étroitement bourgeois, à tant la ligne. Et combien de petits *Olliviers* en herbe parmi eux? Qu'y a-t-il de commun entre eux, les défenseurs intéressés et serviles des intérêts de la classe possédante, et le prolétariat? Ont-ils jamais partagé les souffrances de ce monde ouvrier, auquel ils osent dédaigneusement adresser leurs admonestations et leurs conseils; ont-ils jamais défendu les intérêts et les droits des travailleurs contre l'exploitation bourgeoise? Bien au contraire, car toutes les fois que la grande question du siècle, la question économique, a été posée, ils se sont fait les apôtres de cette doctrine bourgeoise qui condamne le prolétariat à l'éternelle misère et à l'éternel esclavage, au profit de la liberté et de la prospérité matérielle d'une minorité privilégiée.

Voilà les gens qui se croient autorisés à recommander au peuple la confiance. Mais voyons donc qui a mérité et qui mérite cette confiance?

Serait-ce la bourgeoisie? Mais sans parler même de la fureur réactionnaire que cette classe a montrée en Juin 1848, et de la lâcheté complaisante et servile dont elle a fait preuve pendant vingt ans de suite, sous la présidence aussi bien que sous l'empire de Napoléon III; sans parler de l'exploitation impitoyable qui fait passer dans ses poches tout le produit du travail populaire, laissant à peine le strict nécessaire aux malheureux salariés, sans parler de l'avidité insatiable et de cette atroce et unique cupidité, qui, fondant la prospérité de la classe bourgeoise sur la misère et sur l'esclavage économique du prolétariat, en font l'ennemie irréconciliable du peuple; voyons quels peuvent être les droits actuels de cette bourgeoisie à la confiance de ce peuple?

Les malheurs de la France l'auraient-ils transformée tout d'un coup? Serait-elle devenue franchement patriote, républicaine, démocrate, populaire et révolutionnaire? Aurait-elle montré la disposition de se lever en masse et de donner sa vie et sa bourse pour le salut de la France? Se serait-elle repentie de

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Annotation et sous-titre *Anti.mythes*.

ses lâches iniquités, de ses infâmes trahisons d'hier et d'avant-hier, et se serait-elle franchement rejetée dans les bras du peuple, pleine de confiance en lui? Se serait-elle mise de plein cœur à la tête de ce peuple pour sauver le pays?

Mon ami, il suffit, n'est-ce de poser ces questions pour que tout le monde, à la vue de ce qui se passe aujourd'hui, soit forcé d'y répondre négativement. Hélas! la bourgeoisie ne s'est point transformée, ni amendée, ni repentie. Aujourd'hui comme hier et même plus qu'hier, trahie par le jour dénonciateur que les événements jettent sur les hommes aussi bien que sur les choses, elle se montre dure, égoïste, cupide, étroite, bête, à la fois brutale et servile, féroce quand elle croit pouvoir l'être sans beaucoup de danger; comme dans les néfastes journées de Juin, toujours prosternée devant l'autorité et la force publique, dont elle attend son salut, et ennemie du peuple toujours et quand même.

La bourgeoisie hait le peuple à cause même de tout le mal qu'elle lui a fait; elle le hait parce qu'elle voit dans la misère, dans l'ignorance et dans l'esclavage de ce peuple, sa propre condamnation, parce qu'elle sait qu'elle n'a que trop bien mérité la haine populaire, et parce qu'elle se sent menacée dans toute son existence par cette haine qui chaque jour devient plus intense et plus irritée. Elle hait le peuple, parce qu'il lui fait peur; elle le hait doublement aujourd'hui, parce que seul patriote sincère, réveillé de sa torpeur par le malheur de cette France, qui n'a été d'ailleurs, comme toutes les patries du monde, qu'une marâtre pour lui, le peuple a osé se lever; il se reconnaît, se compte, s'organise, commence à parler haut, chante la Marseillaise dans les rues, et par le bruit qu'il fait, par les menaces qu'il profère déjà contre les traîtres de la France, trouble l'ordre public, la conscience et la quiétude de Messieurs les bourgeois.

La confiance ne se gagne que par la confiance. La bourgeoisie vient-elle de montrer la moindre confiance dans le peuple? Bien loin de tout ce qu'elle a fait, tout ce qu'elle fait, prouve au contraire que sa défiance contre lui a dépassé toutes les bornes. C'est au point que dans un moment où l'intérêt, le salut de la France exige évidemment que tout le peuple soit armé, elle n'a pas voulu lui donner des armes. Le peuple l'ayant menacée de les prendre par force, elle dut céder. Mais, après lui avoir livré les fusils, elle fit tous les efforts possibles pour qu'on ne lui donnât pas de munitions. Elle dut céder encore une fois; et maintenant que voilà, le peuple armé, il n'en est devenu que plus dangereux et plus détestable aux yeux de la bourgeoisie.

Par haine et par crainte du peuple, la bourgeoisie n'a point voulu et ne veut pas de la république. Ne l'oublions jamais, cher ami, à Marseille, à Lyon, à Paris, dans toutes les grandes cités de France, ce n'est point la bourgeoisie, c'est le peuple, ce sont les ouvriers qui ont proclamé la république, et à Paris, ce ne furent pas même les peu fervents républicains irréconciliables du Corps législatif, aujourd'hui presque tous membres du gouvernement de la Défense nationale, ce furent les ouvriers de la Villette et de Belleville, qui la proclamèrent contre le désir et l'intention clairement exprimés de ces singuliers républicains de la veille. Le spectre rouge, le drapeau du socialisme révolutionnaire, le crime commis par Messieurs les bourgeois en Juin, leur ont fait perdre le goût de la république. N'oublions pas qu'au 4 Septembre, les ouvriers de Belleville ayant rencontré M. Gambetta et l'ayant salué par le cri de: «*Vive la République*», il leur répondit par ces mots: «*Vive la France! Vous dis-je!*».

M. Gambetta, comme tous les autres, ne voulait point de la république. Il voulait de la révolution encore moins. Nous le savons d'ailleurs, par tous les discours qu'il a prononcés, depuis que son nom a attiré sur lui l'attention du public, M. Gambetta veut bien se dire un homme d'Etat, un républicain sage, modéré, conservateur, rationnel et positiviste (3), mais il a la révolution en horreur. Il veut bien gouverner le peuple, mais non se laisser diriger par lui. Aussi tous les efforts de M. Gambetta et de ses collègues de la gauche radicale au Corps législatif, n'ont-ils tendu, le 3 et le 4 Septembre, que vers un seul but: celui d'éviter à toute force l'installation d'un gouvernement issu d'une révolution populaire. Dans la nuit du 3 au 4 Septembre, ils se donnèrent des peines inouïes pour faire accepter à la droite bonapartiste et au ministère Palikao, le projet de M. Jules Favre, présenté la veille et signé par toute la gauche radicale, projet qui ne demandait rien de plus que l'institution d'une commission gouvernementale, nommée légalement par le Corps législatif, consentant même à ce que les bonapartistes y fussent en majorité et ne posant d'autre condition que l'entrée dans cette commission de quelques membres de la gauche radicale.

(3) Voir sa lettre dans le *Progrès de Lyon*.

Toutes ces machinations furent brisées par le mouvement populaire qui éclata le soir du 4 Septembre. Mais au milieu même du soulèvement des ouvriers de Paris, alors que le peuple avait envahi les tribunes et la salle du Corps législatif, M. Gambetta, fidèle à sa pensée, systématiquement anti-révolutionnaire, recommande encore au peuple de garder le silence et de respecter la liberté des débats (!), afin qu'on ne puisse pas dire que le gouvernement qui devait sortir du vote du Corps législatif, ait été constitué sous la pression violente du peuple.

Comme un vrai avocat, partisan de la fiction légale quand même, M. Gambetta avait sans doute pensé qu'un gouvernement qui serait nommé par ce Corps législatif sorti de la fraude impériale et renfermant dans son sein les infamies les plus notoires de la France, aurait été mille fois plus imposant et plus respectable qu'un gouvernement acclamé par le désespoir et par l'indignation d'un peuple trahi. Cet amour du mensonge constitutionnel avait tellement aveuglé M. Gambetta, qu'il n'avait pas compris, tout homme d'esprit qu'il est, que nul ne pourrait ni ne voudrait croire à la liberté d'un vote émis en de pareilles circonstances. Heureusement, la majorité bonapartiste, effrayée par les manifestations de plus en plus menaçantes de la colère et du mépris populaire, s'enfuit; et M. Gambetta, resté seul avec ses collègues de la gauche radicale dans la salle du Corps législatif, s'est vu forcé de renoncer, bien à contre-cœur sans doute, à ses rêves du pouvoir légal, et de souffrir que le peuple déposât aux mains de cette gauche le pouvoir révolutionnaire. Je dirai tout-à-l'heure quel misérable usage lui et ses collègues ont fait, pendant les quatre semaines qui se sont écoulées depuis le 4 Septembre, de ce pouvoir qui leur a été confié par le peuple de Paris pour qu'ils provoquassent dans toute la France une révolution salutaire, et dont ils ne se sont servis jusqu'à présent au contraire que pour la paralyser partout.

Sous ce rapport, M. Gambetta et tous ses collègues du gouvernement de la Défense nationale n'ont été que la trop juste expression des sentiments et de la pensée dominante de la bourgeoisie. Réunissez tous les bourgeois de France, et demandez-leur ce qu'ils préfèrent: de la délivrance de leur patrie par une révolution sociale - et il ne peut y avoir d'autre révolution aujourd'hui que la révolution sociale - ou bien de son asservissement sous le joug des Prussiens? S'ils osent être sincères, pour peu qu'ils se trouvent dans une position qui leur permette de dire leur pensée sans danger, les neuf-dixièmes, que dis-je, les quatre-vingt-dix-neuf centièmes, ou même les neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millièmes, vous répondront, sans hésiter, qu'ils préfèrent l'asservissement à la révolution. Demandez-leur encore, en supposant que le sacrifice d'une partie considérable de leurs propriétés, de leurs biens, de leur fortune mobilière et immobilière, devienne nécessaire pour le salut de la France, s'ils se sentent disposés à faire ce sacrifice? et si, pour me servir de la figure de rhétorique de M. Jules Favre, ils sont réellement décidés à se laisser plutôt enterrer dans les décombres de leurs villes et de leurs maisons, que de les rendre aux prussiens? Ils vous répondront unanimement qu'ils préfèrent les racheter aux Prussiens. Croyez-vous que si les bourgeois de Paris ne se trouvaient pas sous l'oeil et sous le bras toujours menaçant des ouvriers de Paris/ Paris aurait opposé aux Prussiens une si glorieuse résistance?

Est-ce que je calomnie les bourgeois? Cher ami, vous savez bien que non. Et d'ailleurs, il existe maintenant, au vu et à la connaissance de tout le monde, une preuve irréfutable de la vérité, de la justice de toutes mes accusations contre la bourgeoisie. Le mauvais vouloir et l'indifférence de la bourgeoisie ne se sont que trop manifestés dans la question d'argent. Tous le monde sait que les finances du pays sont ruinées; qu'il n'y a pas un sou dans les caisses de ce gouvernement de la Défense Nationale, que Messieurs les bourgeois paraissent soutenir maintenant avec un zèle si ardent et si intéressé. Tout le monde comprend que ce gouvernement ne peut les remplir par les moyens ordinaires des emprunts et de l'impôt. Un gouvernement irrégulier ne peut trouver de crédit; quant au rendement de l'impôt, il est devenu nul. Une partie de la France, comprenant les provinces les plus industrielles, les plus riches, est occupée et mise au pillage réglé par les Prussiens. Partout ailleurs le commerce, l'industrie, toutes les transactions d'affaires se sont arrêtés. Les contributions indirectes ne donnent plus rien, ou presque rien. Les contributions directes se payent avec une immense difficulté et avec une lenteur désespérante. Et cela dans un moment où la France aurait besoin de toutes ses ressources et de tout son crédit pour subvenir aux dépenses extraordinaires, excessives, gigantesques de la défense nationale. Les personnes les moins habituées aux affaires doivent comprendre que, si la France ne trouve pas immédiatement de l'argent, beaucoup d'argent, il lui sera impossible de continuer sa défense contre l'invasion des Prussiens.

Nul ne devait comprendre cela mieux que la bourgeoisie, elle qui a passé toute sa vie dans le

maniement des affaires, et qui ne reconnaît d'autre puissance que celle de l'argent. Elle devait comprendre aussi que la France ne pouvant plus se procurer, par les moyens réguliers de l'Etat, tout l'argent qui est nécessaire à son salut, elle est forcée, elle a le droit et le devoir prendre là où il se trouve. Et où se trouve-t-il? Certes, ce n'est pas dans les poches de ce misérable prolétariat auquel la cupidité bourgeoise laisse à peine de quoi se nourrir; c'est donc uniquement, exclusivement dans les coffres-forts de Messieurs les bourgeois. Eux seuls détiennent l'argent nécessaire au salut de la France. En ont-ils offert spontanément, librement, seulement une petite partie?

Je reviendrai, cher ami sur cette question d'argent, qui est la question principale quand il s'agit de mesurer la sincérité des sentiments, des principes et du patriotisme bourgeois. Règle générale: Voulez-vous reconnaître d'une manière infaillible si le bourgeois veut sérieusement telle ou telle chose? Demandez si, pour l'obtenir, il a sacrifié de l'argent. Car soyez-en certain, lorsque les bourgeois veulent quelque chose avec passion, ils ne reculent devant aucun sacrifice d'argent. N'ont-ils pas dépensé des sommes immenses pour tuer, pour étouffer la république en 1848? Et plus tard n'ont-ils pas voté avec passion tous les impôts et tous les emprunts que Napoléon III leur a demandés, et n'ont-ils pas trouvé dans leurs coffres-forts des sommes fabuleuses pour souscrire à tous ces emprunts? Enfin, proposez leur, montrez-leur le moyen de rétablir en France une bonne monarchie, bien réactionnaire, bien forte et qui leur rende, avec ce cher ordre public et la tranquillité dans les rues, la domination économique, le précieux privilège d'exploiter sans pitié ni vergogne, légalement, systématiquement, la misère du prolétariat, et vous verrez s'ils seront chiches!

Promettez-leur seulement qu'une fois les Prussiens chassés du territoire de la France, on rétablira cette monarchie, soit avec Henri V, soit avec un duc d'Orléans, soit même avec un rejeton de l'infâme Bonaparte, et persuadez-vous bien que leurs coffres-forts s'ouvriront aussitôt et qu'ils y trouveront tous les moyens nécessaires à l'expulsion des Prussiens. Mais on leur promet la république, le règne de la démocratie, la souveraineté du peuple, l'émancipation de la canaille populaire; et ils ne veulent ni de votre république, ni de cette émancipation à aucun prix, et ils le prouvent en tenant leurs coffres fermés, en ne sacrifiant pas un sou.

Vous savez mieux que moi, cher ami, quel a été le sort de ce malheureux emprunt ouvert pour l'organisation de la défense de Lyon, par la municipalité de cette ville. Combien de souscripteurs sont-ils venus? Si peu que les prôneurs du patriotisme bourgeois s'en montrent eux-mêmes humiliés, désolés et désespérés.

Et on recommande au peuple d'avoir confiance en cette bourgeoisie! Cette confiance, elle a le front, le cynisme, de la demander, que dis-je, de l'exiger elle-même. Elle prétend gouverner et administrer seule cette république qu'au fond de son cœur elle maudit. Au nom de la république, elle s'efforce de rétablir et de renforcer son autorité et sa domination exclusive, un moment ébranlées. Elle s'est emparée de toutes les fonctions, elle a rempli toutes les places, n'en laissant quelques-unes que pour quelques ouvriers transfuges qui sont trop heureux de siéger parmi Messieurs les bourgeois. Et quel usage font-ils du pouvoir dont ils se sont emparés ainsi? On peut en juger en considérant les actes de votre municipalité.

Mais la municipalité, dira-t-on, vous n'avez pas le droit de l'attaquer; car, nommée après la révolution, par l'élection directe du peuple lui-même, elle est le produit du suffrage universel. A ce titre, elle doit vous être sacrée.
